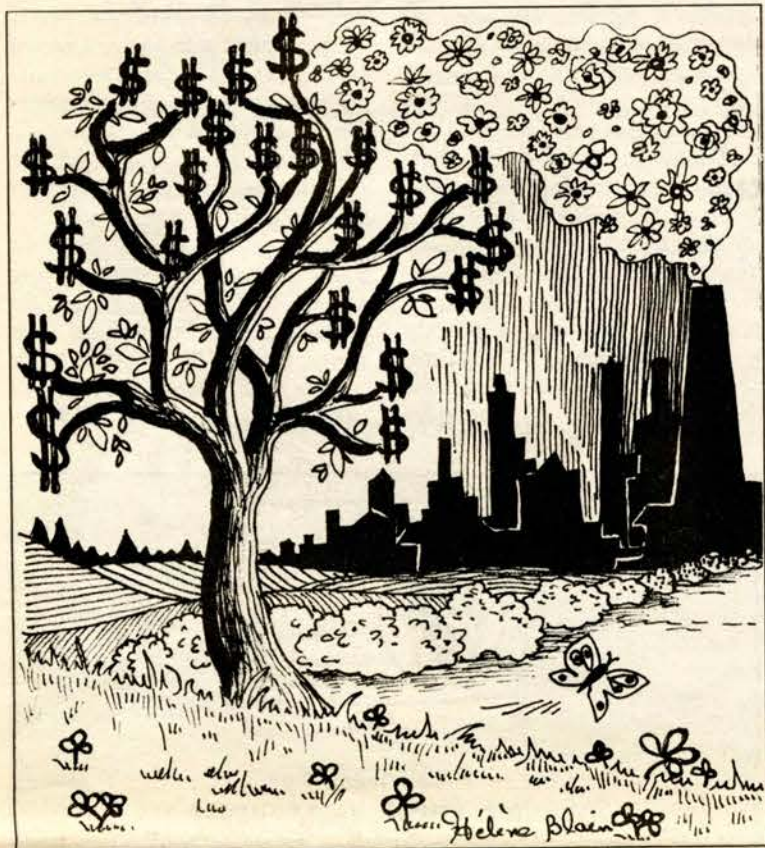




Écosynergie Écologie / Économie



Sulphur Emissions in East-End Montreal Montrealers win a battle

The demand by Shell and Petro-Canada to weaken Montreal's regulation of sulfur emissions has finally been rejected for the time being (see *Place publique*, March-April 1994). The refineries will have to install new measurement equipments and perform more tests if they want to come back with their demand. In this case, the refineries unfortunately used the wrong and false argument that taking care of the environment means job losses. The dynamic North-American environmental industry, with more than 20 000 direct jobs in Quebec alone, demonstrates exactly the opposite. Moreover, Montreal has just been chosen to receive the new NAFTA Commission for Environmental Cooperation. This is an opportunity, for our environment companies to better position themselves in the booming North-American environmental business. ♦

Émissions de soufre dans l'Est de Montréal

Les Montréalais gagnent une bataille

PAR **BENOIT ST-JEAN**

Une importante victoire a ponctué l'audience publique de la CUM du 16 mars dernier, portant sur le dossier des émissions de soufre par les raffineries Shell et Petro-Canada (cf. «Écosynergie», *Place publique*, mars-avril 94). En effet, avant de demander à la CUM d'abaisser ses normes, les raffineries ont été invitées à refaire leurs devoirs avant toute chose. Elles devront notamment installer, à leurs frais, une nouvelle station de mesure des émissions, là où on retrouve les plus importantes concentrations. Surtout, elles devront mettre en place le système complexe de gestion des émissions qu'elle proposent et en vérifier l'efficacité. Après seulement, pourront-elles revenir devant la Commission de l'environnement de la CUM. Dans ce dossier, il faut souligner l'implication dynamique des citoyens. Des gens de l'Est de Montréal ont dénoncé l'impact sur leur milieu de vie; des groupes environnementaux ont fait une critique étouffée des arguments des raffineries; une pétition a circulé; enfin, lors de la dernière audience, qui a fait salle comble, de nombreuses questions ont suivi la très longue et fastidieuse présentation technique des raffineries. Des explications de M.

Fernand Cadieux du Service de l'environnement de la CUM et des gens du DSP de l'hôpital Maisonneuve-Rosemont nous ont également éclairés. La balle est maintenant dans le camps des raffineries. À elles d'assumer leurs responsabilités civiques, et à nous de rester vigilants!

L'environnement au Québec, une industrie de 1,7 milliards et 20 000 emplois!

À nouveau, dans ce dossier des raffineries, on nous a colporté l'idée préconçue que les préoccupations écologiques sont synonymes de pertes d'emplois... Cela est peut-être vrai dans les industries qui font leurs profits sur le dos de notre environnement; mais la situation est tout autre dans les secteurs économiques plus avant-gardistes.

À elle seule, l'industrie québécoise de l'environnement représente déjà des ventes de plus de 1,7 milliards\$, avec près de 900 entreprises et 20 000 emplois directs (Société du centre de conférences internationales, janvier 1994). Sans compter les dizaines de milliers d'emplois indirects.

Pour couronner le tout, Montréal a récemment été choisie pour accueillir la *Commission de coopération environnementale de l'ALÉNA* (Accord de libre-échange nord-américain). C'est elle qui

veillera au respect des préoccupations environnementales dans le cadre de cet accord entre le Canada, les USA et le Mexique. Sa venue à Montréal donne au Québec une double responsabilité: celle de toujours rester à l'avant-garde en matière d'environnement, mais aussi celle d'être, en quelque sorte, le relais des préoccupations environnementales des citoyens nord-américains auprès de la commission. De plus, sa venue nous offre une belle occasion de mieux se positionner dans l'industrie nord-américaine de l'environnement, qui représente déjà, selon le gouvernement canadien, plus de 110 milliards\$. Plusieurs entreprises québécoises ont de nombreux atouts pour y faire une percée, notamment du côté du Mexique.

L'ALÉNA a été dénoncé par nombre d'environnementalistes. Mal utilisé, il peut en effet amener nos standards environnementaux à s'aligner sur ceux, beaucoup trop bas, du Mexique. Par contre, l'ALÉNA pourrait tout aussi bien forcer le Mexique à hausser ses standards, pour le plus grand bien de ses 90 millions d'habitants. Il n'en tient qu'à nous, citoyens des trois pays, de rester vigilants. Et c'est justement ce que viennent de faire les Montréalais dans le dossier des raffineries de Montréal-Est. ♦

De la concertation à la participation L'expérience de Seattle

PAR
**BERNARD
BOURBONNAIS**

En mai 1990, les citoyens de Seattle trouvaient un tabloïd spécial à l'intérieur des grands quotidiens: «Region at a Crossroad, Time to Choose». Ce cahier n'était pas un supplément publicitaire vantant les mérites d'une grande compagnie. Il était publié par le Puget Sound Council of Governments, le gouvernement régional regroupant les trois comtés environnant Seattle. Le tabloïd

avait trois objectifs: informer les citoyens, les consulter, et les faire participer au processus décisionnel de planification de la grande région de Seattle: *Vision 2020*. Comme exercice de démocratie directe, c'était une première en Amérique du Nord!

En 1987, sous les pressions des écologistes et des coalitions de groupes de citoyens, le gouvernement régional fut obligé d'entreprendre une réflexion sur le type de développement et de croissance que les citoyens désiraient pour la grande région de Seattle et ce, pour

les trente prochaines années. Au préalable, au cours de l'année précédente, les fonctionnaires avaient été mis au travail, et les experts et les représentants d'organismes locaux avaient été consultés. Cinq options prioritaires furent dégagées: 1) le «Do nothing»; 2) poursuivre avec les plans actuels; 3) le renforcement des centres; 4) opter pour un développement multinodal (de plusieurs centres); 5) opter pour un développement dispersé sur l'ensemble du territoire. Ces options furent soumises à la consultation publique. À

Seattle, on tenta l'expérience de la consultation directe, plutôt que de procéder à de laborieuses audiences publiques, d'où le fameux tabloïd. Les cinq options y étaient présentées avec cartes et tableaux en couleurs. Pour chaque option, les objectifs étaient formulés, intégrant les dimensions économiques, environnementales et sociales. Les perspectives dans les domaines de l'emploi, des services, du transport, des espaces verts, du rôle de la ville centrale et des centres secondaires, des coûts encourus pour chacune des alternatives étaient présentées aux citoyens pour les 30 années à venir. En dernière page du tabloïd, figuraient un bulletin de vote, de même que les coordonnées des différents groupes d'intérêt. En octobre 1990, *Vision 2020* publiait un nouveau tabloïd expliquant et donnant

les résultats de la consultation du printemps. Étonnamment, le vote populaire coïncidait avec l'opinion des experts, ce qui démontre qu'un public bien informé peut aussi faire des choix. Les options trois et quatre recevaient l'appui du public dans une proportion de 93%

Les choix étaient clairs. En optant pour un développement multinodal, les habitants de Seattle faisaient le choix de renforcer le centre-ville de Seattle, tout en reconnaissant l'importance économique des centres régionaux. Cette option impliquait une densification du tissu urbain, une mise en valeur de toutes les formes de transport en commun au détriment de l'utilisation per-

SUITE À LA PAGE 13
PARTICIPATION